REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

DEPARTEMENT DES BASSES-ALPES — Deuxième Circonscription

Liste du Parti Communiste Français

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 Novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU POUVOIR

— Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés ;
— Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie ;
— Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition ;
— Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La IVme République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?

— Ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social ;
— Des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction ;
— Les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNÉS RESOLUMENT VERS L'AVENIR

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

— L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

— Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises ;
— Augmentation générale des salaires, traitements et retraites ;
— Suppression des zones de salaire ;
— Construction d'H.L.M. avec des loyers abordables ;
— Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole ;
— Réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

— Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général ;
— Opposition aux entreprises du militarisme allemand ;
— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Le régime gaulliste vient de subir un échec sérieux. Par rapport au référendum de 1958, il perd 5 millions de suffrages et ne peut plus se prévaloir de la confiance de la majorité de la nation puisque le « oui » ne représente désormais que 46 % des électeurs inscrits.

Dans quatorze départements, dont celui des Basses-Alpes, le « non » l'a emporté et si ce résultat a été obtenu grâce à l'union des républicains, il ne fait de doute pour personne que les communistes y sont pour la plus large part. Le résultat aurait été encore meilleur si les formations politiques qui étaient à nos côtés dans les Basses-Alpes avaient eu sur le plan national une attitude plus nette et avaient renoncé publiquement à l'anticommunisme.

Il est évident que les alliances sans principe de partis se réclamant de la démocratie avec des réactionnaires fieffés comme Paul Reynaud, n'étaient pas de nature à susciter l'enthousiasme et ont abouti à faire le jeu de de Gaulle. Au contraire, là où l'union des républicains a été sans exclusive, des coups sévères ont été portés aux partisans de la dictature.

Dans les Basses-Alpes, la politique inspirée par les monopoles de l'industrie et la haute banque a eu déjà de graves conséquences : fermeture des mines de Bois-d'Asson et de Sigonce, fermeture de l'usine thermique de Ste-Tulle. Mais l'association économique, politique et militaire des trusts franco-allemands dont le récent voyage de de Gaulle en Allemagne a marqué le renforcement, présente pour l'avenir des dangers plus grands encore.

Sur le plan économique en effet, le 4me Plan draine l'essentiel des crédits d'équipement vers la liaison Rhin-Rhône, complément du Marché commun et du Pool charbon-acier, au détriment des projets tels que ceux de la Durance et du Verdon. Le budget de l'Etat pour 1963 prévoit une augmentation des dépenses militaires, en dépit de la fin de la guerre d'Algérie, pour alimenter les projets insensés et terriblement périlleux comme la construction de l'usine de Pierrelatte, où l'énergie nucléaire détournée de sa destination humanitaire servira à la « force de frappe », transformant notre région en cible atomique en cas de guerre.

Le détournement des crédits du Fonds routier au profit de cette politique de fausse grandeur, laisse notre réseau routier dans un état qui ne correspond pas aux besoins de la circulation et le délabrement est plus net encore quand il s'agit de chemins desservant les villages écartés.

Les places sont insuffisantes à chaque rentrée aux Centres d'apprentissage de Digne et de Manosque ; les crédits pour les constructions scolaires sont dérisoires.

Les zones de salaire sont maintenues, privant les ouvriers, les fonctionnaires, les allocataires agricoles, de sommes importantes.

Les sociétés foncières continuent d'accaparer les terres sur le plateau de Valensole et la loi « d'orientation » leur donne des moyens supplémentaires pour porter atteinte à l'exploitation agricole familiale.

Telle est la politique que nous vous demandons de condamner en acceptant le programme que nous vous présentons dans la première partie de notre circulaire et en votant pour le candidat du Parti Communiste Français.

Pierre GIRARDOT

Technicien Agricole
Maire de Ste-Tulle
Commandant F. F. I.
Ancien Député des Basses-Alpes

REMPLAÇANT EVENTUEL

Jean BEC

Cultivateur
Conseiller Municipal de Valensole

FORCALQUIER - Imp. Ch. TESTANIÈRE